

**BOUIRA**

# Il était une fois... un projet d'AEP à Ath Laâziz

**C'est l'histoire d'une commune située à moins de 10 kilomètres du chef-lieu de wilaya de Bouira, lequel chef-lieu appartient historiquement en grande partie à cette tribu des Ath Laâziz, mais qui manque de tout en matière de développement.**

Cependant, et de toutes les commodités de la vie, ce dont souffre la population le plus, est le manque d'eau potable. Cette commune de haute montagne est victime des sécheresses successives avec le tarissement de plusieurs sources de montagne d'où étaient alimentées les populations. Résultat, depuis les années 2000, les populations de cette commune qui compte plus de 18 000 âmes attendent avec impatience le raccordement avec les eaux du barrage Tilesdit dont la conduite principale est arrivée jusqu'au village d'Ighil Oumenchar à l'est de la commune, avec un réservoir de plus de 3 000 m³. Un réservoir construit depuis 2012 et censé mettre fin au calvaire de ces populations qui souffrent cruellement du manque de cette denrée précieuse.

En 2013, un projet d'AEP qui devait toucher toute la partie nord de la commune, qui longe le CW5 sur une dizaine de kilomètres, a été confié à une entreprise pour une enveloppe dépassant les 9 milliards de centimes et pour un délai de 6 mois à compter du mois d'avril. Fin 2013, ledit projet que cette entre-



Photo : DR

prise avait entamé comme prévu, s'est soudainement arrêté à hauteur du chef-lieu, c'est-à-dire avec la réalisation de la conduite principale depuis le réservoir d'Ighil Oumenchar sur une distance de seulement 3 kilomètres mais, même avec cette partie de travaux, cette entreprise n'a pas daigné faire des branchements pour les foyers du chef-lieu. Les choses en sont restées là et l'entreprise en question fait traîner les choses tantôt avec l'arrêt complet des travaux, tantôt en

reprenant les travaux mais avec quelques ouvriers lorsque des voix s'élèvent de la part des représentants de la population regroupés dans une coordination qui regroupe 34 villages et hameaux de la commune.

Plusieurs réunions ont eu lieu au niveau du siège de la commune pour trouver une solution à ce problème ; d'autres ont été organisées au niveau de la Direction des ressources en eau, maître d'ouvrage de ce projet octroyé à l'APC dans le cadre des

PSD (projet sectoriel) et géré directement par la Direction de wilaya. Pendant bientôt trois ans, les membres de cette coordination se sont sacrifiés pour faire avancer le projet mais sans résultat.

D'après l'un des représentants de cette coordination, plusieurs demandes d'audience ont été adressées au wali pour le rencontrer et lui faire part du calvaire qu'endure la population au sujet de ce manque criant de l'eau potable, mais sans suite. Pourtant, selon notre interlocuteur, l'Etat n'avait pas lésiné sur les moyens en construisant un grand réservoir qui peut suffire pour toute la commune, et en dégageant une enveloppe conséquente de plus de 9 milliards pour la réalisation de la conduite.

En tout cas, les membres de cette coordination qui rappellent les souffrances de la population qui continue à recourir, été comme hiver, à l'achat de citernes à hauteur de 1200 dinars puisque les approvisionnements de l'APC par voie de citernes ne suffisent plus pour les besoins des familles, lancent un énième appel au wali pour les recevoir et pourquoi pas, prendre en charge définitivement ce problème et le cas échéant, ouvrir une enquête pour déterminer les causes de ces retards. Pour notre interlocuteur, une chose est sûre : les milliers de citoyens de cette commune ne peuvent imaginer un seul instant un autre été sans eau et avec le même calvaire.

Y. Y.

## PRATIQUES COMMERCIALES À AÏN DEFLA

# Le sombre tableau de l'APW

**La commission économique de l'APW dresse un tableau sans complaisance de la situation peu reluisante qui caractérise les pratiques commerciales dans la wilaya.**

Un des deux grands dossiers débattus lors de la session d'hiver de l'APW, ouverte le 2 février, a été celui ayant trait à la situation qui prévaut dans l'organisation du commerce et ses pratiques à travers les 36 communes de la wilaya.

Le rapport de la commission qui a sillonné les 14 daïras hormis celle de Hammam Righa parce que, affirme-t-on, «le chef de daïra n'a pas daigné recevoir ladite commission, tout comme il l'avait fait les années précédentes», a fait le constat que les marchés hebdomadaires que recèlent les communes ne connaissent pas une intense activité du fait de la prolifération du commerce informel qui envahit de plus en plus villes et villages et enlaidit par ses pratiques beaucoup plus l'environnement qu'il ne serve les citoyens.

La commission préconise que pour valoriser ces marchés hebdomadaires et les rendre plus utiles aux consommateurs, il est indispensable que les organismes concernés mettent en branle un certain nombre de mesures à savoir une augmentation des capacités d'accueil du grand nombre de commerçants en même temps qu'une amélioration des conditions d'achalandage des produits, mettre en pratique un dispositif drastique de nettoyage avant et après la tenue des marchés pour préserver l'environnement des déchets qui lui sont préjudiciables. L'introduction

de ces mesures conjuguée à la construction de marchés couverts, préconise le rapport, ne pourra qu'avoir des effets positifs, et pour les habitants, et pour les communes qui créeront, ainsi, des sources de revenus appréciables par la location aux enchères publiques. A ce sujet, la commission rapporte que les présidents des exécutifs expriment le vœu que les baux adjudicataires porteront sur 3 années consécutives et non pas une année seulement, comme l'exige la réglementation actuelle en vue de limiter la lenteur des procédures d'adjudication d'une part et d'éliminer les adjudicataires casseurs de prix.

S'agissant du marché hebdomadaire de la ville d'El-Attaf qui a été cédé à l'Agence foncière qui l'exploite par l'arrêté n° 627 du 12/07/2008, qui le gère, alors que ce marché était propriété de la commune qui constitue pour elle une source de revenus considérable par son importance régionale, la commission des finances et du commerce de l'APW émet le vœu que cet arrêté soit abrogé et que ledit marché soit restitué à la commune ou bien que la commune soit compensée par l'attribution d'un autre marché qui sera inscrit dans le patrimoine communal.

A propos des marchés couverts de proximité, la commission qui a élaboré le rapport exposé ne nie pas l'effort qui a été consenti et a

permis la réalisation de 14 de ce type de marchés. Cependant on relève, sur la base des visites effectuées, que nombre de ces structures connaissent un état de dégradation avancée, inexploitable à l'exemple de ceux de Arib et Khemis Miliana, pour ne citer que ceux-là, inexploités parce que non fonctionnels et boudés par les commerçants à cause du mauvais choix des lieux de leur implantation, isolés et éloignés des agglomérations décourageant la clientèle, d'une part mais aussi de par l'exiguïté des locaux (2 sur 3 m), d'autre part. De plus, le rapport rappelle que ces locaux à l'origine étaient conçus pour la vente des fruits et légumes et que de ce fait, ils ne peuvent servir à d'autres activités commerciales qui pourraient se diversifier.

Plus grave encore, la commission rapporte que les élus locaux n'avaient été nullement consultés pour l'implantation de ces marchés.

S'agissant du programme de construction des 100 locaux commerciaux par commune, programme initié par le président de la République, la commission rappelle que c'est un programme qui a fait couler beaucoup d'encre, des locaux qui, note-t-on, dans leur grande majorité ne sont pas exploités jusqu'à l'heure actuelle par leurs destinataires, et ce, pour moult raisons.

Parmi ces raisons, on note que la aussi, il y a eu dans de nombreux cas de mauvais choix de leurs implantations, un choix jugé non réaliste et non judicieux qui a généré directement un retard dans

la réalisation de ces locaux, et qui a été la cause dans leur distribution aux intéressés, et par là, un retard dans leur mise en exploitation. Aujourd'hui, note la commission, en de nombreux endroits, il ne reste que des vestiges sous forme de piliers ou bien, ils sont devenus des nids de délinquance, source de nombreux maux sociaux, ou bien encore habitées par des personnes inconnues. Ainsi, au fil du temps, ces locaux sont devenus une lourde charge pour les communes et, de ce fait, on suggère une révision de leur affectation comme magasins de dépôts ou de garages.

Le recensement effectué montre que sur les 3 600 locaux construits, (100 x 36 communes), 1 357 sont exploités (les mieux situés), 1 077 fermés, 298 totalement dégradés et 210 non distribués, le tout ayant nécessité une A P (autorisation de programme) estimée à plus de 23 milliards de centimes, un constat amer pour le moins.

Ladite commission a eu aussi à se pencher sur les locaux commerciaux relevant du patrimoine des communes. Ces locaux restent, note-t-on, loués à des prix symboliques, non réévalués depuis des décennies mais aussi parce que les communes, faute de moyens financiers, ne peuvent les réhabiliter. Ces locaux sont pour ainsi dire bradés par rapport aux coûts locatifs actuels.

Prenant la parole, suite aux questions des élus, le wali a commencé par s'élever farouchement contre le fait que la commission, dans son rapport, ait dénoncé

publiquement la fin de non-recevoir des membres des commissions des finances et celle des postes et communications par le chef de daïra de Hammam Righa, une attitude fait-on savoir qui n'est pas nouvelle puisque d'autres commissions, les années passées, avaient essuyé le même refus par le même responsable. Le wali a alors dénié à la commission le droit de juger publiquement un cadre de l'administration dont il est responsable en déclarant : «Vous n'avez pas à le juger et à en faire la publicité de ce différend...». De plus, il a rappelé que «la procédure légale aurait été que la commission saisisse le P/ APW qui, à son tour, m'aurait saisi et qu'il appartient à moi et à moi seul de juger du comportement d'un cadre relevant de mon autorité». Pour clore le débat sur la question, le chef de l'exécutif de la wilaya a déclaré «ce cadre était absent et était autorisé à s'absenter par mes soins». Contacté par nos soins, le chef de daïra en question nous a déclaré «effectivement, j'étais en congé de maladie régulier et ma tutelle en avait été informée».

Le dossier des pratiques commerciales dans la wilaya de Aïn Defla est un dossier des plus lourds car il nécessite une meilleure organisation et des mesures courageuses, car la vie des communes est liée étroitement au développement harmonieux de l'activité commerciale, agricole et industrielle, et comme pour toute politique, il faut disposer de moyens humains et matériels.

Karim O.